

Dans le projet de loi proposant la vaccination contre la grippe par les pharmaciens "on met la charrue avant les boeufs" - Paul De Munck (président du GBO/Cartel)

Actualité

BRUXELLES 23/08 - Alors que les syndicats médicaux tous unis contestent le projet de loi proposant que les pharmaciens puissent administrer le vaccin contre la grippe, nous nous sommes entretenus avec Paul De Munck, Président du GBO/Cartel pour approfondir le sujet.



Mediquality : Ne peut-on vraiment pas envisager une prise en charge multidisciplinaire incluant les pharmaciens, médecins et infirmiers pour la vaccination contre la grippe?

Paul De Munck : Au GBO, on espérait une meilleure collaboration et un certain partage de nombreux éléments avec les pharmaciens. La preuve est que l'on est à l'origine comme les deux autres syndicats d'ailleurs, de la création de l'asbl de la concertation médico-pharmaceutique où les différentes possibilités de collaborations entre pharmaciens et médecins sont discutées. Cette activité n'est pas soutenue par les pouvoirs publics et est à l'initiative des pharmaciens et des médecins.

Ce qui nous fâche dans ce projet de loi, qui a d'ailleurs été un peu imposé au ministre - d'après certaines sources - par d'autres membres du gouvernement, c'est que ce n'est pas une bonne manière de procéder et ensuite que toute la profession des pharmaciens n'était pas demandeuse. Ce n'est pas comme cela que l'on organise au mieux la concertation et la bonne entente entre pharmaciens et médecins. Nous ne sommes pas contre le principe d'une meilleure collaboration, d'ailleurs nous avons des idées à ce sujet. Ce que nous disons, c'est qu'à force de faire des petites réformettes au coup par coup, on n'arrive à rien de bon. S'il faut réformer le partage d'un certain nombre de choses au niveau des prestataires de première ligne, il faut alors tout mettre sur la table et le réaliser dans le cadre d'une réforme structurelle en profondeur avec toute l'organisation de la première ligne.

Je peux comprendre que cela peut paraître paradoxal que nous nous opposions à la mesure alors que nous sommes demandeurs d'une meilleure collaboration avec les pharmaciens, mais il me semble que l'on met la charrue avant les bœufs.

"Cette manière de procéder risque de crispier l'entente entre médecins et pharmaciens"

Paul De Munck : Par ailleurs, on interdit aux médecins de vendre des médicaments au sein de leur propre cabinet car on voulait éviter que le prescripteur soit vendeur et administrateur. Or ici, on autorise au pharmacien d'être à la fois prescripteur, vendeur et administrateur et cela pose un problème. Cela va même détériorer le climat de collaboration qui n'est pas si mauvais entre médecins et pharmaciens, car il ne faut pas croire que tous les médecins et les pharmaciens ne s'entendent pas. Mais ce genre de mesures imposées sans aucune concertation risque de crispier les prestataires alors que l'on pourrait aller vers une collaboration.

Mediquality : **En France, l'administration du vaccin contre la grippe va être étendue à tout le personnel soignant, avec sans doute une meilleure préparation au niveau logistique, au niveau du partage des données et des conditions, ne serait-ce pas un modèle à suivre ?**

Paul De Munck : Vous faites référence à la France, mais la situation n'est pas comparable. Les distances et la disponibilité ne sont pas les mêmes qu'en Belgique. L'accès aux médecins et aux pharmaciens sont différents.

Mediquality : **Mais la France fait face également à une pénurie de médecins, cette mesure ne pourrait-elle pas faire face à cette pénurie ?**

Ce n'est pas un argument à invoquer, il faut faire très attention. Dire : « puisqu'on manque de médecins on va organiser les soins ailleurs autrement n'est pas l'idée. Il faut continuer à renforcer la médecine générale pour qu'elle soit encore plus accessible. On se réjouit que les vannes se soient ouvertes, même si l'effet ne se verra que dans quelques années,

puisqu'il faut une dizaine d'années pour former un généraliste, mais ce n'est pas au nom de la pénurie d'une fonction soignante qu'il faut permettre que d'autres fonctions réalisent le travail.

Le médecin comme pierre angulaire du système

Si on tient le discours - et le ministre le tient d'ailleurs- de dire que le médecin généraliste est la pierre angulaire du système, alors il faut tout faire pour qu'il le reste et ce n'est pas en dispersant ce qui doit être fait au cabinet du médecin généraliste que l'on va favoriser le recours au médecin généraliste.

Il ne faut pas oublier que parmi les gens qui se feront vacciner, il y a des personnes à comorbidités et les personnes de plus de 65 ans. Et c'est souvent pour ces gens l'unique occasion de voir son médecin sur l'année. Ce qui permet de faire un bilan général. Les médecins généralistes le disent d'ailleurs, ce n'est pas une attitude de médecin corporatiste, c'est un fait établi, la grippe donne l'occasion de parler d'autres choses et d'élargir la discussion autour de la prévention, et pas uniquement de la grippe mais d'autres maladies également.

La position du GBO/Cartel face à ce projet de loi est-elle exactement la même que celle des autres syndicats ?

L'Absym est sans doute plus farouche que nous et totalement opposée à ce projet. De notre côté, nous pensons qu'il faut au moins pouvoir en parler et en discuter sereinement. Lors de l'urgence de la Covid on a accepté la vaccination en pharmacie car il s'agissait d'un contexte épidémique d'urgence où il fallait vacciner vite et le plus de monde possible, c'était une autre situation que la grippe.

Si l'on doit envisager que les pharmaciens fassent autre chose que seulement délivrer des médicaments, on doit se mettre tous autour de la table avec le ministre pour l'organiser de manière structurelle et sereine dans un cadre global. Or le cadre n'est pas suffisamment prêt et le dispositif n'est pas établi pour que tout se passe de manière intelligente au bénéfice de tout le monde.

Nous sommes sensibles aux arguments de santé publique, mais nous ne sommes pas d'accord avec le fait d'instaurer dans l'urgence un avant-projet avant les vacances et le faire signer à la rentrée parlementaire. Ce n'est pas une bonne façon de procéder. C'est un petit jeu politique plus que des impératifs de santé publique.

Vous désirez rester au courant des dernières informations médicales ?

Sélectionnez les contenus de MediQuality qui vous intéressent et inscrivez-vous gratuitement aux autres newsletters.

Découvrez l'ensemble de nos newsletters

